



République de Guinée Plan de Travail Annuel (PTA) 2015

Programme d'Appui à la Croissance Inclusive

Les actions du Programme Croissance Inclusive et Développement Durable du PNUD visent à aider les autorités à faire face aux défis de la pauvreté tant au niveau national que local, à travers la formulation, la mise en œuvre et le suivi évaluation de politiques et programmes macroéconomiques et sectoriels promouvant le développement et la réduction de la pauvreté. La composante Croissance et Développement durable comporte trois axes à savoir, i) la Planification stratégique et la gestion du développement, ii) la promotion des initiatives locales et appuis en faveur du développement inclusif avec la correction des disparités de genre au niveau central et dans les régions pauvres ainsi que la prévention des risques du VIH/SIDA sur la population active notamment les femmes, et iii) la Gestion durable de l'environnement. Dans ce cadre, le programme contribuera aux effets ci-après du Plan Cadre des Nations Unies Pour l'Aide au développement :

Effet(s) du PNUAD/Programme de pays :

(i) D'ici à 2017, une meilleure gestion stratégique du développement est assurée par des structures et organisations étatiques et non étatiques disposant des capacités techniques et opérationnelles de formulation des politiques et programmes à travers un processus participatif et inclusif ;

(ii) D'ici à 2017, les populations les plus vulnérables en particulier les femmes et les jeunes, dans les zones les plus pauvres, disposent des capacités accrues de production, de meilleures opportunités d'emplois décents et de revenus durables et leur sécurité alimentaire est améliorée.

Produit(s) escompté(s) du Programme de Pays (DPP)

(Lié(s) à l'intervention et extraits du Plan d'Action du Programme Pays PAPP (2013-2017))

1. Les compétences institutionnelles sont développées en planification stratégique et coordination de l'aide et les politiques et systèmes d'arrangement institutionnel sont améliorés pour un meilleur suivi-évaluation du DSRP et l'opérationnalisation du Plan quinquennal (2011-2015).

2. La stratégie nationale de micro-finance adoptée et mise en œuvre et les initiatives pilotes d'insertion économique testées dans le cadre du Programme Emplois-Jeunes (PEJ) mises à l'échelle, notamment pour appuyer les jeunes et femmes des localités pauvres et défavorisées.

3. Le cadre stratégique (2013-2017) de lutte contre le VIH/SIDA est élaboré et mis en œuvre pour limiter la propagation de l'épidémie et réduire son impact social et économique, notamment sur les pauvres et les femmes.

4. Le Programme conjoint de développement économique local participatif est consolidé en Guinée Forestière et initié en Haute Guinée pour la régionalisation et l'accélération de l'atteinte des OMD en partenariat avec les autres agences du Système des Nations Unies.

Partenaires de réalisation :

- **Institutions de tutelle signataires :** Ministère de l'Économie et des Finances
- **Structures déléguées de supervision :**
 - Secrétariat Permanent chargé de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté;
 - Direction Générale de l'Institut National de la Statistique ;
 - Direction Nationale des Investissements Publics ;
 - Direction Nationale de l'emploi des jeunes ;
 - Direction Nationale de l'Industrie.

Autres partenaires :

- **Nationaux** : Ministère de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Présidence de la République (Agence Nationale de Micro-finance), Primature, Ministère de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises, Ministère de l'Agriculture, Ministère du Plan, Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance, Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique/CNLS, Ministère du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'artisanat, Ministère de l'environnement, des Eaux et Forêts, Banque Centrale de la République de Guinée, Universités de Conakry (Chaire de Sociologie, Laboratoire d'analyse économique et statistique), Association Professionnelle des Institutions de Micro finance de Guinée, Institutions de micro finance, Secteur privé, les ONG et Associations (YPARD/Guinée, Be The Change Academy, etc.).
- **Internationaux** : PAM, ONUDI, UNFPA, UNICEF, FAO, Banque Africaine de Développement, Union Européenne, Coopération Française, Ambassade d'Espagne, Ambassade de Japon, Peace Bulding Fund (PBF), USAID, PLAN GUINEE, PACV, FIDA (PNAAFA), Programme VNU, FENU, MPTF.

Texte explicatif

La Guinée a abordé l'année 2014 avec beaucoup d'espoir, fondé sur : 1) les progrès accomplis sur la voie de l'assainissement de la gestion macro-économique et l'amélioration du cadre des affaires ; 2) la finalisation de la transition politique à travers l'organisation en 2013 des élections législatives ouvertes et inclusives ; et 3) l'organisation de la Conférence des Partenaires Techniques et Financiers et investissements privés à Abu-Dhabi qui avait permis à la Guinée d'obtenir des engagements d'investissements de près de 7 milliards USD. S'appuyant sur ces acquis, et dans un contexte politique et social plus apaisé favorisé en partie par la mise en place de la nouvelle Assemblée Nationale, le pays a intensifié ses efforts pour créer les bases de l'accélération de la croissance et de la transformation structurelle de l'économie. Dans cette dynamique, le Gouvernement a signé avec ses partenaires (Rio Tinto, Chinalco et SFI) le Cadre d'investissement du projet Simandou d'un de 20 milliards USD qui devra à terme permettre à la Guinée de relever sensiblement le niveau de productions et de productivité de son économie et d'engager sa transformation structurelle. Par ailleurs, les chantiers de réformes ont été poursuivis, avec : 1) l'accélération de la réforme de la justice (mise en place effective du Conseil Supérieur de la Magistrature et du statut particulier des magistrats), et 2) la mise en place d'un Conseil de Coordination Économique et des Réformes.

Mais, en attendant la concrétisation de ces promesses sur la vie des populations, le pays reste confronté à plusieurs défis, dont la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit et la réponse aux demandes sociales des populations, notamment en termes d'emplois et d'accès à l'éducation, la santé, l'électricité etc. A cela s'ajoute la gestion des conséquences de l'épidémie Ebola, qui a fait de nombreuses pertes en vies humaines, engendré une panique mettant en mal l'économie et les moyens de subsistance des populations, dans les zones les plus touchées.

Elles ont fortement ralenti les plans d'investissement en cours et perturbé le système de production, sans compter les graves difficultés dans la gestion des finances publiques (baisse des recettes de 119 millions USD et hausse des dépenses de 150 millions) et de la balance des paiements. Sous l'effet de l'épidémie, les prévisions de croissance en 2014 ont été revues à la baisse de 4,5% à 1,3% ; et celles de 2015 de 5% à 1,9%. Au total, 61 % des communautés dans les zones affectées auraient enregistré une mauvaise récolte (enquête rapide Gouvernement, FAO/PAM, Décembre 2014).

De surcroît, plus d'un guinéen sur deux (55,2%) continue de vivre en dessous du seuil de pauvreté, sans compter les demandes sociales de plus en plus pressantes des populations en termes d'accès à l'emploi, particulièrement pour les jeunes et aux services publics de base (eau, électricité, éducation, santé et assainissement). La flambée de l'épidémie Ebola s'est traduite par, entre autres, une baisse sensible des activités et des revenus tirés par les populations dans divers secteurs, dont l'agriculture (notamment dans la région de la Guinée forestière, épicentre de la maladie), les transports, l'hôtellerie et le commerce. Selon une analyse rapide menée en août 2014 par l'UNICEF dans les préfectures affectées par l'épidémie, 83% des ménages ont vu leur capacité de production agricole baisser et 99% des ménages ont senti une détérioration de leurs activités économiques (commerce, transport) liées à cette production.

En dépit de toutes ces contraintes, le programme a enregistré les résultats significatifs suivants :

- En vue de la promotion des initiatives d'insertion et d'autonomisation des jeunes et femmes, 476 projets pour les jeunes et les femmes à travers un encours 700 000\$ de prêts de microcrédit, ont généré 106.000 emplois dont environ 50% pour les jeunes filles.
- Dans le domaine de l'Energie Pour Tous, le programme a permis l'installation de 19 plateformes

multifonctionnelles en 2014, portant le nombre à 105. Ces unités contribuent à alléger la pénibilité du travail des femmes et des filles et touchent 97.279 personnes dont 50.938 femmes. Elles ont aussi permis d'électrifier 7 villages supplémentaires (soit plus de 27.195 ménages et 178.578 bénéficiaires touchés dont 61% de femmes).

- Le renforcement de capacités de 132 cadres (Secrétaires Généraux, Directeurs Nationaux, Experts) dont 20 femmes de 8 Ministères techniques sur la planification et la gestion stratégique du développement, a permis aux partenaires de s'approprier des procédures d'exécution des projets et programmes, de suivi et de reporting basé sur les résultats de développement, d'acquérir de nouvelles compétences techniques et de produire des statistiques sectorielles et annuaires actualisables.
- En collaboration avec les autres partenaires, le programme a apporté un appui à l'État pour l'organisation du 3^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitation à travers l'Institut National de la Statistique (INS). Ce qui a permis à l'Etat de se doter des statistiques fiables en vue d'une meilleure planification du développement et la mobilisation de l'aide budgétaire au développement. La Politique Nationale Genre et son plan stratégique de mise en œuvre ont été vulgarisés, permettant ainsi à 1.500 acteurs d'être outillés pour la prise en compte de la dimension genre dans les activités de développement.

Ces résultats toutefois restent à consolider tout en répondant aux défis à relever dans le cadre de la lutte et le relèvement post Ebola. Ces défis sont : (i) stopper l'épidémie dans les plus brefs délais possibles et remettre à niveau le système de santé; (ii) accompagner les communautés touchées pour éviter qu'elles ne sombrent davantage dans la pauvreté ; (iii) maintenir l'effort de développement déjà amorcé afin de concrétiser le potentiel économique de la Guinée pour le bénéfice de sa population.

Le présent Plan de Travail Annuel, troisième du cycle de programmation (2013-2017) s'inscrit dans une logique de continuité et de consolidation des interventions précédentes du PNUD dans le domaine de la croissance, représente une contribution dans la réponse aux problématiques sus-citées. En effet, le programme a été étendu l'année dernière pour inclure les interventions du PNUD dans le domaine de la lutte contre Ebola.

A cet effet, le programme privilégiera, d'une part, des actions spécifiques de renforcement de la riposte contre Ebola et de relèvement seront consacrées, notamment :

- Le suivi des conséquences de l'épidémie (évaluation d'impact, mesures de réponse macro-économiques et micro-économiques)
- La coordination de l'opération « Transferts d'espèces »
- Le relèvement précoce (GT et activités de terrain)
- La mobilisation et l'engagement communautaire.

D'autre part, il s'agira principalement d'établir un pont entre l'urgence dans la riposte et la préparation au relèvement, avec un accent fort sur les activités traditionnelles ci-après :

- Poursuivre l'accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et planifications stratégiques du développement et la coordination de l'aide (Vision 2035, DSRP, PIP), *en partenariat avec la BAD* ;
- Coordination et suivi des politiques publiques (*en partenariat avec la BAD*) ;
- Favoriser les initiatives locales et d'appui à la lutte contre la pauvreté et la correction des disparités de genre au niveau central et dans les régions pauvres ainsi que la prévention des risques du VIH/SIDA sur la population active, notamment les femmes ;
- Secteur minier (AMV, Prévention et gestion des conflits) (*en partenariat avec UNECA, AMDC et PBF*)

De façon plus spécifique, le contenu de ce plan de travail annuel sera orienté vers les résultats suivants :

- **Résultats annuels attendus en 2015**

Produit 1: La coordination et la livraison de services essentiels de santé et d'autres services de base renforcés en Guinée

- Les capacités des autorités nationales pour répondre efficacement au EVE accrue (incl. Coordination des transferts de trésorerie).
- Le soutien à la création de nouveaux et efficaces systèmes /modalités de paiement en terme de réponse et de résilience face à Ebola
- Les capacités des Centres de Traitement Ebola et les établissements connexes pour le traitement des déchets organiques renforcées

Produit 2: L'engagement communautaire amélioré, avec un accent particulier sur les groupes vulnérables et à risque tels que les femmes et les jeunes

- Les populations à risque sont sensibilisées face à EVE, changent de comportements et adoptent des mesures préventives;
- La stigmatisation envers les personnes touchées par EVE diminuée
- La mobilisation sociale et l'engagement communautaire sont renforcés dans la lutte contre le l'épidémie Ebola dans les localités de toutes les régions de la Guinée, singulièrement en Guinée Forestière et en Basse Guinée, en vue de contenir sa propagation dans ces régions.
- Les capacités des femmes sont renforcées dans la riposte contre l'épidémie à virus Ebola. Ce qui permettra de mettre efficacement les femmes à contribution en vue d'inverser la tendance et booter la maladie hors du pays.

Produit 3: Relèvement rapide et retour au développement durable obtenus

- Les données pour le déploiement efficace des transferts de fonds, les programmes d'emploi d'urgence et les mesures de redressement de l'entreprise sont disponibles
- Mise en place de modalités de paiement / systèmes de réponse Ebola et la résilience
- Infrastructure socioéconomique réhabilités au bénéficie des hommes et des femmes touchées par le virus Ebola
- La résilience des communautés les plus affectées est renforcée afin de leur assurer un relèvement rapide de l'impact de l'épidémie Ebola.

Produit 4- Les compétences institutionnelles sont développées en planification stratégique et coordination de l'aide et les politiques et systèmes d'arrangements institutionnels sont améliorés pour un meilleur suivi-évaluation du DSRP et l'opérationnalisation du Plan quinquennal (2011- 2015).

4.1 Les capacités institutionnelles des structures partenaires sont renforcées :

- Les mécanismes de suivi-évaluation et de coordination de la SRP et des OMD aux niveaux sectoriel, régional et préfectoral sont renforcés et contribuent à la production des rapports de mise en œuvre de la SRP et des OMD afin d'améliorer et assurer une meilleure coordination et un suivi régulier de la mise en œuvre du DSRP et de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement au niveau central et déconcentré.
- Les processus d'élaboration du Plan Quinquennal (2016-2020) et du DSRP-IV (2016-2020) sont soutenus. Ce qui permettrait d'avoir des outils d'orientation et de planification pour accélérer et diversifier la croissance, réduire la pauvreté et les inégalités et créer des emplois en vue d'atteindre les OMD tout en assurant le lien et la suite logique avec les documents précédents.
- L'étude sur les facteurs endogènes et exogènes influençant la dynamique de l'emploi est réalisée et la politique nationale de l'emploi est actualisée et diffusée. Ce résultat contribuera à doter les Ministères en charge de l'emploi des jeunes d'un document clair de politique et d'orientations pour une gestion efficace de la problématique de l'emploi dans un pays où le chômage touche environ 70% des jeunes.
- Un appui complémentaire est fourni au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3). Il s'agit d'appuyer l'Institut National de la Statistique à finaliser le dénombrement de la population totale et les habitations du pays en vue d'obtenir une base de données fiable et s'en servir dans la conception des politiques nationales et stratégies de développement.
- Les annuaires statistiques et bases de données sont actualisés pour les Ministères de l'Agriculture, des Transports, de l'Environnement & Eaux et Forêts, en vue d'améliorer la production automatique et régulière de rapports statistiques multidimensionnels utilisables à la demande.
- Un mécanisme cohérent de coordination et de suivi-évaluation de la Politique Nationale Genre (PNG) et de la Convention relative aux formes de Discrimination à l'égard des Enfants et des Femmes (CEDEF) est fonctionnel aux niveaux central, régional et préfectoral. Ce résultat favorisera la mise en œuvre correcte de la PNG et de la CEDEF afin d'assurer la promotion du genre et la protection des femmes et des enfants.
- La base de données harmonisée pour le suivi des indicateurs nationaux et des Objectifs du Millénaire pour le Développement avec l'outil Dev.Info est mise en place et validée ; les cadres chargés d'analyse statistique et de suivi-évaluation de la SRP et des Ministères du plan, de la jeunesse et de l'emploi des

jeunes, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle sont formés à son utilisation en vue d'un suivi efficace de l'évolution des indicateurs nationaux de développement et ceux rattachés aux OMD et de mieux orienter les politiques et stratégies de développement.

- **Les bases de données existantes, portant sur la pauvreté, le chômage et l'emploi, sont analysées et désagrégées par sexe** dans l'optique d'une prise en compte de la dimension Genre dans l'analyse situationnelle de la pauvreté, du chômage et de l'emploi en vue de l'intégrer dans toutes les politiques/stratégies de développement du pays.
- Le forum régional de développement est organisé et les partenaires sont mobilisés en faveur de la lutte contre la pauvreté dans la région de N'Zérékoré en vue d'un suivi efficace permettant de créer une synergie d'actions communes entre les acteurs de développement et de faire un plaidoyer responsable pour la prise en compte des défis majeurs de développement auxquels la région est confrontée.

4.2 Les capacités opérationnelles et de gestion du Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SP/SRP) et des Ministères partenaires sont renforcées. Ce résultat permet de renforcer les capacités techniques, financières et de gestion des partenaires nationaux en vue de pouvoir administrer efficacement les projets/programmes d'exécution nationale dont ils sont porteurs auprès du PNUD. Ce grand résultat prend en compte les sous résultats suivants :

- Le cadre de coordination et de suivi des recommandations de la conférence des bailleurs de fonds et investisseurs d'Abu-Dhabi pour la mobilisation des ressources est renforcé ; les Ministères du Plan, de l'Economie & Finances (DNPIP et DNIP) disposent de nouvelles capacités techniques et institutionnelles pour assurer une pratique de programmation et de suivi-évaluation des investissements publics plus efficace et basée sur les résultats de développement.
- De nouveaux partenaires de mise en œuvre du PTA 2015 sont renforcés sur la GAR, Suivi-Evaluation-Participatif, les outils et procédures du PNUD en vue de les doter des outils de procédures et techniques de collecte des données pour l'élaboration des rapports axés sur les résultats.
- La Direction Nationale du Plan et de la Prospective est mieux outillée en suivi des politiques en vue d'assurer la supervision de la mise en œuvre des politiques publiques et sectorielles.
- L'intégration des aspects Genre dans les politiques est assurée ; la Politique Nationale Genre est actualisée et largement diffusée au niveaux central et déconcentré des départements ministériels impliqués dans la gestion des Programmes d'appui à la Croissance, les Institutions de Micro finance partenaires, les députés les Conseillers Economiques et Sociaux et du Conseil National de la Communication en vue de l'appropriation de son contenu et sa prise en compte dans l'exercice de leurs fonctions.
- Les capacités techniques et opérationnelles des membres des cellules Genre des Ministères sont améliorées en vue de promouvoir le genre et l'équité au sein des Ministères.

Produit 5 : La stratégie nationale de micro finance adoptée et mise en œuvre et les initiatives pilotes d'insertion économique testées dans le cadre du Programme Emplois- Jeunes (PEJ) mises à l'échelle notamment pour appuyer les jeunes et femmes des localités pauvres et défavorisées.

5.1. Les initiatives d'autonomisation et d'insertion socioéconomiques en faveur des jeunes (garçons et filles) sont développées :

- La Stratégie Nationale de la Finance Inclusive est opérationnelle et les capacités de l'Agence Nationale de la Micro finance sont renforcées en vue de sa mise en œuvre réussie, contribuant ainsi à la promotion du secteur de la micro finance et au développement économique et social des populations les plus vulnérables, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, en particulier les femmes et les jeunes.
- La stratégie d'intervention future sur le secteur de la micro finance et de sortie du PNUD, de manière progressive et claire, est élaborée en vue de mieux l'orienter sur les aspects pertinents de la micro finance qui ont une forte contribution catalytique sur l'emploi et la croissance.
- De nouveaux jeunes leaders des organisations de jeunesse ont des compétences sur le Volontariat Jeunesse et participent au développement des collectivités de base des préfectures du pays et les Communes de Conakry.
- Les capacités des jeunes leaders d'associations et socioéconomiques sont renforcées en esprit d'entreprise, création et développement d'entreprise en vue de mieux gérer les entreprises portées par les jeunes et promouvoir leur auto-emploi.
- Un complexe entrepreneurial pour l'insertion des jeunes issus des rues de Conakry est réalisé afin d'aider

les jeunes à se doter de profil professionnel et les offrir des opportunités d'emplois décents, contribuant ainsi à création de revenus, la stabilité sociale et la consolidation de la paix.

- Le Projet d'Entreprenariat Agricole est mis à l'échelle dans les Ecoles Nationales d'Agriculture et d'Elevage (ENAE) de Kankan et de Macenta. Les ENAE sont renforcées en vue de leur autonomisation.
- La mise en œuvre de la feuille de route (2014-2015) du Ministère de la jeunesse et l'emploi des jeunes est soutenue et renforcée en faveur de la création d'importantes opportunités catalytiques d'emplois.
- Des emplois permanents et temporaires sont créés dans le pays en faveur des jeunes (filles et garçons).

5.2. Les initiatives d'autonomisation des femmes et l'accès aux services énergétiques décentralisés sont élargis et renforcés.

- Les acquis des plateformes multifonctionnelles sont capitalisés et les zones d'implantation des PTMF ont connu une mise à échelle dans le pays. Il s'agira de tirer les leçons de l'expérience précédente et doter de nouvelles zones de pauvreté en plateformes multifonctionnelles en vue de poursuivre la réduction de la pénibilité des travaux de transformation des produits agricoles des femmes.
- Des Communes Rurales et villages des régions du pays ont accès à l'électricité rurale à partir des plateformes multifonctionnelles installées. Ce qui permettra de susciter la création de nombreuses activités économiques porteuses de revenus et créatrices d'emplois pour les jeunes et femmes des communautés bénéficiaires.
- Des anciennes plateformes multifonctionnelles sont réhabilitées et pérennisées en vue de contribuer à la réduction de la pénibilité des travaux pour les femmes, la diversification et l'amélioration de leurs revenus.

Produit 6 : Programmes conjoints de développement économique local participatif consolidé en Guinée Forestière et initié en Haute Guinée pour la régionalisation et l'accélération de l'atteinte des OMD en partenariat avec les autres agences du SNU.

- Le plan stratégique de développement de la Guinée Forestière est validé et diffusé.
- Les investissements communautaires en faveur des OMD sont finalisés dans 3 CR pilotes (Lainé, Nongoa et N'Zébéla).
- Les capacités productives et d'accès aux revenus des femmes et des jeunes sont améliorées et leur participation au développement local est valorisée dans les 2 régions. Ce qui contribue à la réduction de la pauvreté au niveau des couches vulnérables.
- La participation des femmes et des jeunes au développement et à la gouvernance locale est promue et leurs besoins et priorités sont intégrés dans la planification et la gestion du développement. Ceci permettrait de garantir les chances de succès d'un développement participatif, inclusif et durable.
- La population de la zone d'intervention des programmes conjoints, en particulier les femmes et les jeunes, ont accès aux services sociaux de base de qualité en vue de réduire leur vulnérabilité.

Produit 7 : Le cadre stratégique (2013-2017) de lutte contre le VIH/SIDA est élaboré et mis en œuvre pour limiter la propagation de l'épidémie et réduire son impact social et économique notamment sur les pauvres et les femmes.

La vulnérabilité des populations actives, par rapport au VIH/SIDA est réduite.

- La journée mondiale 2015 de lutte contre le SIDA est organisée avec succès. Ce qui constitue une nouvelle opportunité pour informer sur le niveau de gestion de cette pandémie et sensibiliser les populations, notamment les plus vulnérables, sur les modes de propagation et les mesures de protection.
- Le Secrétariat Exécutif du CNLS est désormais représenté dans les régions de Faranah, Mamou et N'Zérékoré en vue de renforcer la lutte contre le SIDA et contribuer à la réduction du taux de prévalence au niveau national.
- Le cadre institutionnel est soutenu pour la riposte nationale contre le VIH/SIDA. Les résultats de l'Enquête de Surveillance Comportementale et Biologique (ESCOMB 2014) sont restitués et diffusés, et une cartographie actualisée des interventions, de la vulnérabilité et des risques dans la riposte à l'épidémie de SIDA est disponible. Ce qui constitue un outil de planification pour la riposte contre le SIDA de manière efficace.

II. Stratégie globale d'intervention du Programme Croissance Inclusive :

La stratégie d'intervention du Programme Croissance Inclusive repose essentiellement sur les orientations définies dans le Plan d'Action du Programme Pays (PAPP) et sur l'évolution du contexte national en lien avec le renforcement de la riposte contre l'épidémie Ebola et la préparation au relèvement rapide des communautés

affectées. Elle intègre à la fois (i) les enseignements tirés de la mise en œuvre du PTA précédent et la consolidation des acquis du programme, (ii) la mise à l'échelle des bonnes pratiques, (iii) la prise en compte de la dimension Genre dans la planification et la mise en œuvre des actions de développement et (iv) le parallélisme ou la simultanéité entre les actions de riposte contre Ebola et celles de développement.

L'approche utilisée sera participative et inclusive en vue de mieux atteindre les cibles avec effet. Pour ce faire, le partenariat, la complémentarité et la recherche de synergie d'action avec d'autres acteurs de développement seront le fer de lance de cette stratégie. Dans ce cadre, le programme travaillera avec Banque mondiale, l'ACDI, la BAD... sur le volet renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre et le suivi du DSRP et l'amélioration du cadre de planification nationale ; avec l'ONUDI, BIT, les centres d'incubation pour l'emploi, les IMF, l'APIM-G, l'ANAMIF, le PBF, l'Union Européenne, le Ministère de la jeunesse et l'AGUIPE sur le volet emploi des jeunes ; le secteur privé, les projets sous financement BAD et Banque mondiale sur le volet appuis directs en faveur des populations ; avec les ONG nationales et cabinets indépendants sur le volet formation et l'accompagnement des bénéficiaires.

Sur le plan de la riposte contre l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola, en poursuivant les efforts de renforcement de la lutte en cours, la stratégie du PNUD mettra un accent sur le « faire-faire » qui mettra à contribution les expériences de certains partenaires non étatiques spécialisés dans la communication sociale efficace contre Ebola et la stigmatisation d'une part et, pour assurer un relèvement rapide en faveur des familles et communautés affectées d'autre part.

Dans le domaine de la micro finance, le programme se basera sur les résultats de l'évaluation globale des interventions et la stratégie de consolidation et de désengagement progressif du PNUD élaborée avec l'appui d'un spécialiste.

Au niveau stratégique, l'appui du programme sera consacré sur toutes les questions où le PNUD dispose d'un avantage comparatif certain, sans oublier les interventions directes pour créer davantage d'emplois et de revenus pour les jeunes et les femmes sur une base de développement/renforcement de capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce plan annuel de travail.

III. Arrangements de gestion du portefeuille du programme :

Dans une perspective de développement humain durable, et sur la base des enseignements tirés des programmes précédents, il importe d'assurer une forte complémentarité entre les programmes/projets de Croissance et Environnement & Développement Durable d'une part et entre le Programme Croissance et la Gouvernance/Consolidation de la Paix d'autre part. Cette harmonisation doit se traduire au niveau aussi bien de la planification et conception des projets que de leur mise en œuvre et suivi évaluation. Ainsi, l'exécution du programme dans sa partie opérationnelle sera conduite par une unité de gestion intégrée et de coordination des 3 axes du programme (UCP) afin d'assurer une cohérence d'ensemble aussi bien aux niveaux substantifs qu'opérationnel.

Toutefois, la gestion de la situation d'urgence occasionnée par la crise Ebola a nécessité l'utilisation du mécanisme d'urgence appelé Fast Track afin d'alléger et accélérer la mise en œuvre des actions liées à l'épidémie. A cet effet, les unités de gestion basées à Kankan et Nzérékoré, assureront la coordination sous le leadership des Gouverneurs de Régions.

- Mise en œuvre du programme sous la responsabilité du Comité de Pilotage, organe de décision, dont la fonction principale consiste à : examiner l'état d'avancement annuel de la mise en œuvre des projets sur la base des rapports établis ; décider des correctifs nécessaires pour une meilleure exécution des activités ; donner les directives nécessaires à la bonne exécution du programme. Présidé par le Secrétaire Exécutif de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté ou à défaut par le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, le Comité de pilotage se réunit deux fois par an sur convocation de son président et un dispositif réglementaire précisera les conditions de fonctionnement du Comité de pilotage ainsi que sa composition (fonctions d'utilisateur principal, de fournisseur principal et d'assurance projet).
- **Rattachement du Programme au Secrétariat Permanent chargé de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SP/SRP)**, qui en sera la structure d'accueil en raison des activités transversales et de la nature des composantes ainsi que l'expérience acquise durant l'ancien cycle. Organe de coordination et de réalisation des activités planifiées, les capacités institutionnelles du SP/SRP seront renforcées par la mise en place d'une Unité de Gestion du Programme dont la mission s'étend à l'ensemble des tâches nécessaires à l'exécution et à la gestion du projet (mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières ; planification, suivi et coordination des actions ; suivi et évaluation périodique interne des différentes composantes ; secrétariat technique du comité de pilotage).
- **L'Unité de Gestion Intégrée et de Coordination du Programme** étant commune aux trois axes du

programme, chaque axe aura un Directeur National nommé par le Gouvernement. Les trois Directeurs seront assistés par un Coordonnateur National du Programme, recruté suivant les procédures du PNUD pour jouer le rôle d'Administrateur technique du programme. Le Coordonnateur National bénéficiera de l'assistance directe de 3 experts nationaux (spécialistes en emploi jeune, en biodiversité, en changement climatique et gestion durable des terres, en plus desquels il y a une gestionnaire-comptable et un personnel d'appui : 1 assistante administrative, 3 chauffeurs, 1 planton et un coursier. Il sera secondé dans ses tâches pour le volet Environnement et Développement Durable, par un autre Directeur National de programme (rattaché au Ministère de l'Environnement des Eaux et forêts en raison de la spécificité des projets GEF). Les fonctions transversales de communication et de suivi-évaluation seront assurées par deux experts respectivement en étroite collaboration des unités concernées du bureau du PNUD.

- L'Unité Intégrée de Gestion, aura entre autres mandats, la gestion quotidienne du programme dans une cohérence d'ensemble en termes de coordination, de facilitation et d'établissement des liens synergiques, substantifs et opérationnels entre les 3 axes du programme. En outre, l'unité devra participer activement à la mobilisation de ressources humaines, matérielles et financières, assure la planification et la coordination des activités, le suivi-évaluation périodique interne des différentes sous-composantes, le secrétariat technique des comités de pilotage des 3 axes et du Comité Technique Restreint.
- **Chaque composante ou sous-composante du programme est placée sous la responsabilité technique** du département ministériel dont les missions sont le plus en adéquation avec les activités menées. Dans les départements contribuant à l'atteinte des résultats et dans lesquels il n'existe pas d'unité de gestion spécifique suite aux actions de restructuration décidées par le PNUD de commun accord avec le Gouvernement, l'Unité de gestion du programme apportera l'assistance technique nécessaire notamment pour les aspects administratifs et le respect des règles et procédures NEX.

IV. Utilisation du formulaire FACE (Formulaire d'Autorisation de financement et de certification des dépenses) par les partenaires nationaux d'exécution pour demander des fonds et faire le rapport sur les dépenses par trimestre comme décrit dans le CPAP. Le Bureau pays n'ayant pas encore finalisé la micro évaluation pour la mise en œuvre du HACT (Modalité Harmonisée de transfert d'espèces) et dans une optique de préparation des partenaire d'exécution à ce nouvel outil, le formulaire FACE sera utilisé pour procéder au paiement des avances à conditions que (i) les copies des pièces justificatives des dépenses soient transmises par le partenaire d'exécution lors de la prochaine demande d'avance de fonds, (ii) selon une périodicité trimestrielle et que (iii) le montant justifié représente au moins 80% de la précédente avance de fonds. A toute nouvelle demande d'avance, doit être annexés en plus des pièces justificatives de l'utilisation de la précédente avance de fonds, un rapprochement bancaire du compte dédié au projet et un budget détaillé justifiant la nouvelle avance de fonds sollicitée.

Sont autorisés à valider le formulaire FACE, le Directeur national du projet ou son suppléant ainsi que le Coordonnateur national du programme/ou l'expert de la sous-composante par délégation de pouvoir.

La modalité d'exécution nationale (NEX) sera complétée par l'appui au NEX avec la signature de lettres d'accord avec les partenaires d'exécution.

- **Responsabilités du Gouvernement** : mettre à la disposition de l'équipe du projet des locaux avec des bureaux fonctionnels et le personnel national de contrepartie (Directeur national du programme et autres cadres fonctionnaires concernés par la réalisation d'activités spécifiques). Le Gouvernement s'engage à verser, au titre de l'exercice budgétaire 2014, une contrepartie financière de cent cinquante-cinq mille (155 000) dollars US dont cinquante-cinq mille (55 000) dollars US pour l'accélération de la croissance inclusive et cent mille (100 000) pour l'accès à l'énergie décentralisée et la contribution au financement des dépenses courantes liées notamment à l'entretien des locaux et des équipements du programme/projet et à la prise en charge de toute autre dépense pertinente non éligible sur fonds PNUD. Le financement des charges récurrentes, une fois le programme/projet achevé, relèvera du Budget de l'Etat. Le Gouvernement prendra également les dispositions qui s'imposent pour la capitalisation des meilleures pratiques et expériences développées par le Programme.
- **Principaux risques encourus** dans le cadre de la mise en place et du fonctionnement du programme : une résurgence de l'épidémie à virus Ebola, un retard dans la mise en place de la contrepartie de l'Etat ; la faible maîtrise de l'esprit et des modalités pratiques de mise en œuvre de l'Approche Harmonisée de Transferts de Fonds (HACT) et des procédures de gestion du PNUD ; l'instabilité monétaire et le risque de change ; le manque de ressources mises à la disposition des structures-cibles du programme par le Gouvernement pour leur fonctionnement normal ; les interférences des responsables administratifs et politiques dans la gestion du programme/projet et la persistance de l'épidémie Ebola.

V. Suivi et évaluation :

Conformément aux modalités préconisées par le PNUAD et aux orientations décrites dans le PAPP, le suivi et l'évaluation du programme/projet reposent principalement sur :

- Les rapports trimestriels de suivi et d'avancement élaborés et soumis par le Directeur/coordonnateur national de projet au PNUD et au comité de pilotage. Ils doivent servir de base à l'appréciation des demandes de décaissement faisant l'objet du rapport FACE
- La revue à mi-parcours (en fin juin ou début juillet) pour apprécier les avancées et les difficultés dans la réalisation des activités prévues ;
- La revue annuelle, effectuée au 4^{ème} trimestre de l'année en cours, en vue de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs, de tirer les enseignements et de programmer les cibles annuelles de produits et les activités pour la prochaine année. Le Rapport d'avancement standard (SPR), élaboré à l'issu de cette revue, est exploité par les Groupes thématiques et lors de la réunion d'examen annuel du PNUAD ;
- Les visites périodiques de terrain effectuées de façon conjointe par les services techniques et les agences des Nations Unies pour le suivi de la mise en œuvre, identifier les problèmes et proposer les solutions appropriées ;
- L'audit annuel du projet ;
- Les rapports de visites périodiques sur le terrain ;
- Les évaluations d'effet prévues dans le plan de suivi-évaluation du PNUD et du PNUIAD.

Dès le début de la mise en œuvre des activités du programme/projet, un programme de travail sera élaboré pour chaque composante sur une base trimestrielle et semestrielle. Ces programmes seront transmis au Gouvernement, au Représentant Résident du PNUD et aux agences de réalisation.

VI. Contexte juridique :

Dans le contexte de mise en œuvre des activités du PNUD, selon les modalités opérationnelles harmonisées du Groupe des Nations Unies pour le Développement (GNUD), le présent Plan de Travail Annuel (PTA ou AWP), combiné avec le PAPP dont il constitue une partie intégrante, est le document de projet visé à l'article premier, paragraphe 1, de l'accord-type d'assistance de base conclu et signé le 13 février 1975 entre le Gouvernement de la Guinée et le PNUD.

aly

<p>Période couverte par le Programme : 2013- 2017</p> <p>Composante du Programme : Planification Stratégique et Croissance Inclusive</p> <p>Titre du projet : Programme d'Appui à la Croissance à l'Accélération de la Croissance Inclusive en Guinée (PAACIG)</p> <p>Code du projet : GIN 00085374</p> <p>Durée du projet : 60 mois (2013- 2017)</p> <p>Modalité d'exécution : Exécution nationale (NEX)</p>	<p>Budget estimatif 2013-2017 (en \$ US) : 14 821 000 Budget estimatif 2015 (en \$ US) : 10 705 522,15</p> <p>Sources :</p> <p>Ressources allouées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources ordinaires PNUD : 3 171 076,07 US\$ - Financement BAD : 1 779 000 US\$ - PBF : 500 000 US\$ - Japon : 1 946 222 US\$ - MPTF : 2 688 821,08 US\$ - UNCDF : 200 000 US\$ - Coordination SNU : 63 800 US\$ - Direct Project Costing + Charge : 356 602,85 <p>Ressources à mobiliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coordination SNU/SURGE : Néant US\$ - Gouvernement (en espèce) : Néant US\$ - Gouvernement (en nature) : local avec bureaux fonctionnels+ personnel national de contrepartie estimés à Néant \$ US
---	---

Approuvé au nom de :	Signature	Date	Nom/Titre
Gouvernement :		16/03/2015	Prof. Koutoub Moustapha SANO (Ph.D) <i>Ministre de la Coopération Internationale</i>
Partenaire de réalisation :		16/03/2015	M. Mohamed DIARE Ministre d'Etat chargé de l'Économie et des Finances
PNUD :	 	17 6 MAR 2015	M. Eloi KOUADIO IV Directeur Pays du PNUD a.i

Plan de Travail Annuel 2015

PRODUITS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les cibles annuelles	ACTIVITÉS PLANIFIÉES					DETAILS DU BUDGET PLANIFIÉ					
	Chronogramme			Partie Responsable	Fonds	Donateur	LB	Description	Montant USD		
	T1	T2	T3							T4	
<p>Priorité nationale: Amélioration de la gouvernance économique en Guinée</p> <p>Effet UNDAF I: D'ici à 2017, une meilleure gestion stratégique du développement est assurée par des structures et organisations étatiques et non étatiques disposant des capacités techniques et opérationnelles de formulation des politiques et programmes à travers un processus participatif et inclusif</p> <p>Indicateurs d'effets UNDAF: (1) Une vision stratégique du développement disponible (Base : Guinée Vision 2010 ; Cible : Guinée Vision 2035; (2) Pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté (Base : 58% en 2010 ; Cible : 40%)</p> <p>Produit 1 Les compétences institutionnelles sont développées en planification stratégique et coordination de l'aide et les politiques et systèmes d'arrangements institutionnels sont améliorés pour un meilleur suivi-évaluation du DSRP et l'opérationnalisation du Plan quinquennal 2011- 2015 et de « Guinée, vision 2035</p> <p>Indicateur 1 Age, gouvernance et qualité des données sur les OMD et les aspects multi- dimensionnels de la pauvreté Base : Données non mises à jour (ELEP 2007) ou de portée limitée; Cible : Données de l'ELEP actualisées chaque 2 à 3 années et désagrégées par sexe, âge et région</p> <p>Résultats annuels : DSRP actualisé et 5 politiques et stratégies sectorielles (emploi, agriculture, protection sociale, industries avec PME/PMI, artisanat) susceptibles d'accélérer l'atteinte des OMD révisées</p> <p>1. Politique nationale genre opérationnelle à travers la mise en place des mécanismes institutionnels et un cadre de suivi-évaluation</p>	X	X			NEX	04000	PNUD	71300	Consultants nationaux	8 000	
	01 Appuyer l'élaboration du rapport d'étape 2014 du DSRP III	X				NEX	04000	PNUD	71300	Consultants nationaux	18 000
	02 Appuyer la préparation et la validation du DSRP IV (2016-2020)	X				NEX	04000	PNUD	75700	Formations/ Ateliers	18 000
	03 Appuyer l'organisation de 2 ateliers de validation et de dissémination des rapports d'étapes 2013 et 2014 du DSRP III	X	X	X		NEX	04000	PNUD	72100	Prestation de services	6 000
	04 Appuyer la production et la diffusion du rapport sur la situation économique et sociale	X	X	X		NEX	04000	PNUD	75700	Formations/ Ateliers	8 000
	05 Appuyer la réalisation de l'enquête nationale sur l'emploi et la réactualisation de la politique nationale de 2003		X	X		NEX	04000	PNUD	74200	Impressions/éditions	2 000
	06 Appuyer la participation des cadres aux rencontres régionales et internationales sur les questions de femmes	X	X	X		NEX	04000	PNUD	71300	Consultants nationaux	28 000
	07 Appuyer l'actualisation, la validation et la diffusion de la nouvelle politique nationale genre (PNG) et du plan stratégique de sa mise en œuvre	X	X	X		NEX	04000	PNUD	71600	Missions/Voyages	PM
	08 Appuyer la réalisation d'une étude sur les facteurs influençant la réalisation d'une croissance inclusive à court et moyen termes en Guinée	X	X			NEX	04000	PNUD	71300	Consultants nationaux	10 000
	09 Appuyer la tenue d'un atelier de dissémination des résultats du projet SNDS aux acteurs de développement	X				NEX	30071	BAD	74200	Formations/ Ateliers	3 000
	10 Appuyer la finalisation et la diffusion de l'annuaire des statistiques environnementales 2013		X			NEX	30071	BAD	75700	Formations/ Ateliers	10 000
	11 Appuyer la finalisation et la diffusion de l'annuaire des statistiques 2013 de l'Agriculture		X			NEX	30071	BAD	74200	Impression/éditions	12 000
	12 Appuyer la validation et la diffusion de l'annuaire statistiques 2013-2014 des Transports	X				NEX	30071	BAD	71600	Missions/Voyages	7 000
					NEX	30071	BAD	72100	Prestation de services	16 500	
					NEX	30071	BAD	75700	Formation/ Ateliers	13 130	
					NEX	30071	BAD	75700	Formations/ Ateliers	13 000	
					NEX	30071	BAD	74200	Impressions/éditions	13 000	

PRODUITS DU PROGRAMME
PAYS
et indicateurs, y compris les cibles
annuelles

ACTIVITÉS PLANIFIÉES	Chronogramme				Partie Responsable	DETAILS DU BUDGET PLANIFIÉ			
	T1	T2	T3	T4		Fonds	Donateur LB	Description	Montant USD
			X	X		X	30071	BAD	71300 Consultants nationaux 72200 Equipements & fournitures
13 Appuyer la finalisation du RGPH-3		X			04000	PNUID	71300 Consultants Nationaux 72200 Equipements & fournitures	PM	
14 Appuyer la finalisation de la base de données sur la cartographie des interventions en faveur des JEUNES et l'EMPLOI JEUNES au niveau central et décentralisé	X				04000	PNUID	71300 Consultants Nationaux 71600 Missions/Voyages	17 000 6 000	
15 Evaluer les effets de l'intervention du PNUD dans la mise en œuvre du PEJ 2013-2015 (VCA, emploi des jeunes, etc.)	X				04000	PNUID	71300 Consultants Nationaux 72200 Equipements & fournitures	22 000 6 000	
16 Assurer l'opérationnalisation de la base de données harmonisée pour le suivi des indicateurs nationaux et des OMD avec DevInfo	X	X	X		30071	BAD	72200 Equipements & fournitures 71600 Missions/Voyages	785 000	
17 Développer le système d'information sur la programmation et le suivi des investissements publics	X	X	X		30071	BAD	74500	80 000	
18 Appuyer le renforcement de capacités des Bureaux de Stratégies pour le Développement des Ministères prioritaires.	X	X	X		30071	BAD	72100	180 000	
19 Appuyer la préparation et la publication des rapports sur le développement humain et les OMD	X	X	X	X	04000	PNUID	72100 Prestation de service	PM	
20 Renforcer les capacités de la Direction Nationale du Plan et de la Prospective pour le suivi et l'évaluation des politiques publiques		X			04000	PNUID	75700 Formation/Atelier	PM	
21 Renforcer les capacités des partenaires de mise en œuvre du PTA 2015 en GAR, l'analyse des données et Suivi-évaluation	X	X			04000	PNUID	74200 Impression/édition	PM	
					04000	PNUID	71300 Consultant national	9 000	
					04000	PNUID	75700 Formation/Atelier	4 000	
					04000	PNUID	71300 Consultant national	9 000	
					04000	PNUID	75700 Formation/Atelier	4 000	

aly

PRODUITS DU PROGRAMME
PAYS
et indicateurs, y compris les cibles
annuelles

ACTIVITÉS PLANIFIÉES	Chronogramme				Partie Responsable	DETAILS DU BUDGET PLANIFIÉ				
	T1	T2	T3	T4		Fonds	Donateur	LB	Description	Montant USD
		X	X	X			04000	PNUD	72200	Equipements & fournitures
22 Renforcer les capacités institutionnelles de l'Unité Coordination Central (UCC)	X	X	X		04000	PNUD	71600	Missions/Voyages	2 000	
23 Réaliser 4 missions trimestrielles conjointes PNUD/Partie nationale de suivi évaluation des interventions sur le terrain	X	X	X	X	04000	PNUD	71600	Missions/Voyages	28 000	
24 Organiser 2 revues (semestrielle et annuelle) et une retraite du Programme		X		X	04000	PNUD	75700	Formation/Ateliers	24 000	
25 Organiser 2 réunions du comité de pilotage et Programme	X			X	04000	PNUD	75701	Formations/Ateliers	3 000	
26 Contribuer à la revue à mi-parcours du CPAP (2013-2017)			X	X	04000	PNUD	71300	Consultants nationaux	PM	
27 Appuyer la finalisation de la Stratégie «Vision Guinée 2035»	X	X			04000	PNUD	71300	Missions/Voyages	28 000	
28 Suivi des recommandations de la Conférence d'Abu d'Abbi	X	X	X		30071	BAD	71600	Consultants nationaux	50 000	
29 Appuyer l'élaboration du plan quinquennal (2016- 2020)		X			30071	BAD	72100	Consultants internationaux	100 000	
30 Réaliser 2 études sur la stratégie du secteur privé et le partenariat public-privé	X	X	X		30071	BAD	71300	Consultant nationaux	50 000	
31 Assurer la production et l'édition du document de projet et du manuel opérationnel du Programme Croissance	X	X			04000	PNUD	71400	Contrat de service	100 000	
					04000	PNUD	74500	Divers	18 000	
					04000	PNUD	72200	Contrat de service	2 000	
					04000	PNUD	71600	Fournitures	8 000	
					04000	PNUD	72100	Missions/Voyages	200 000	
					04000	PNUD	71600	Consultants internationaux	50 000	
					04000	PNUD	72100	Consultants internationaux	98 000	
					04000	PNUD	71300	Consultants nationaux	14 000	
					04000	PNUD	74200	Impression/éditions	3 000	
Sous total Produit 1										
2 115 630										
Sous total contribution PNUD										
450 000										
Sous total contribution BAD										
1 665 630										

dcy

PRODUITS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les cibles annuelles	ACTIVITÉS PLANIFIÉES		Chronogramme				Partie Responsable	DETAILS DU BUDGET PLANIFIÉ				
			T1	T2	T3	T4		Fonds	Donateur	LB	Description	Montant USD
Priorité nationale : Accélération de la croissance et création d'opportunités d'emplois et de revenus Effet UNDAF 2 : D'ici à 2017, les populations les plus vulnérables en particulier les femmes et les jeunes, dans les zones les plus pauvres, disposent des capacités accrues de production, de meilleures opportunités Indicateurs d'effets UNDAF : (1) Une vision stratégique du développement disponible (Base : Guinée Vision 2010 ; Cible : Guinée Vision 2035); (2) Pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté (Base : 58% cn)												
Produit 2.1: La stratégie nationale de micro-finance adoptée et mise en œuvre et les initiatives pilotes d'insertion économique testées dans le cadre du Programme Emplois- Jeunes (PEJ) mises à l'échelle notamment pour couvrir les jeunes et femmes des localités pauvres et défavorisées Indicateur 2.1 : Nombre de SAIFC (système d'analyse financière et institutionnelle des collectivités locales) mis en place Base : 43; Cible : 68 Indicateur 2.2 : Nombre de jeunes et de femmes bénéficiaires de programmes d'aide à l'emploi Base : 15000 entre 2007-2011 Cible : plus de 5,000 par an dont au moins 30% de femmes	X					NEX	04000	PNUD	75700	Formations/Ateliers	20 000	
01 Appuyer l'actualisation et le lancement de la stratégie nationale de finance inclusive et opérationnaliser son plan d'action avec les acteurs	X					NEX	04000	PNUD	71300	Formations/Ateliers	10 000	
02 Renforcer les capacités de mise en œuvre de la stratégie d'intervention de l'ANAMIF	X	X				NEX	04000	PNUD	72200	Consultants nationaux Equipments & fournitures	2 000	
03 Appuyer les caisses locales des collectivités de Kiniéro (Koussoussa) et de Norassoba (Siguir) dans le cadre de la phase pilote du Développement Economique Local à travers le Crédit Rural de Guinée	X	X	X			PNUD	04000	PNUD	74500	Autres	1 000	
04 Poursuivre le suivi-contrôle de la gestion et la performance des IMF sur le terrain et organiser des réunions techniques de restitution des rapports et des expériences	X					NEX	04000	PNUD	72600	Subventions	80 000	
05 Appuyer la mise en place de 2 centrales de métiers pour l'emploi des jeunes dans deux régions naturelles de la Guinée	X	X				NEX	04000	PNUD	71300	Consultants nationaux Formations/Ateliers	4 000	
06 Former 300 jeunes porteurs de projets, y compris les bénéficiaires du FONCREA, en création et développement d'entreprises	X					PNUD	04000	PNUD	75700	Formations/Ateliers Equipements & fournitures	4 000	
07 Former 150 jeunes issus des rues de Conakry et environs aux métiers de boulangerie, lavage auto, coiffure homme, café, vidéo, vulcanisation, etc.		X	X			NEX	04000	PNUD	71600	Missions/voyages	4 000	
08 Appuyer la mise en stage d'entreprise pour 500 jeunes primo demandeurs d'emploi	X	X	X			NEX	04000	PNUD	75700	Formations/Ateliers	14 000	
09 Poursuivre l'accompagnement de la feuille de route du MJEJ (DAP 2014 - 2015)	X	X	X			NEX	04000	PNUD	72200	Fournitures Voyages	5 000	
10 Déployer 200 nouveaux jeunes volontaires dans les Collectivités locales de 24 préfectures du pays	X	X	X			NEX	30000	PBF	72200	Contrat de services Equipements & fournitures	23 000	
11 Former les cadres des 4 ENAEs en gestion des fonds d'autonomisation, en planification et montage de projets générateurs de revenus	X					NEX	04000	PNUD	71600	Missions/Voyages	57 000	
12 Accompagner la réalisation des projets d'autonomisation de l'entrepreneuriat agricole à l'ENAE de Kankan	X	X	X			NEX	04000	PNUD	75700	Formations/Ateliers	15 000	
						NEX	04000	PNUD	72200	Equipements & fournitures	74 000	
						NEX	04000	PNUD	71600	Mission/Voyage	10 000	
						NEX	04000	PNUD	75700	Formations/Ateliers	100 000	
						NEX	04000	PNUD	72200	Equipements & fournitures	360 000	
						NEX	04000	PNUD	73400	Carburant	40 000	
						NEX	04000	PNUD	75700	Formations/Ateliers	230 000	
						NEX	04000	PNUD	71600	Missions/Voyages	20 000	
						NEX	04000	PNUD	75700	Formations/Ateliers	14 000	
						PNUD	04000	PNUD	72200	Equipement & fourniture	18 000	
						PNUD	04000	PNUD	71600	Subvention directe	30 000	

aly

PRODUITS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les cibles annuelles	Chronogramme				Partie Responsable	DETAILS DU BUDGET PLANIFIÉ				
	T1	T2	T3	T4		Fonds	Donateur	L.B	Description	Montant USD
13 Equiper l'ENAE de Kankan en engins agricoles		X			NEX	04000	PNUD	72201 Equipments & fournitures	18 000	
14. Appuyer l'organisation de la Journée Internationale des Volontaires (JIV) 2015				X	NEX	04000	PNUD	75700 Formation/Atelier	3 618	
ACTIVITÉS PLANIFIÉES										
15 Organiser une plateforme de concertation avec les ONG/associations leaders sur la réduction de l'exode rural et la stabilisation des jeunes autour des activités locales	X	X			NEX	04000	PNUD	75700 Formation/Atelier	13 000	
16 Consolider les acquis des CNDEA de Tolo et de Koba (en application des recommandations de l'évaluation de 2014)	X	X	X		NEX	04000	PNUD	72200 Equipement & fourniture	4 000	
17 Réaliser les missions périodiques de suivi/supervision des activités du programme sur le terrain	X	X	X		NEX	04000	PNUD	71600 Mission/Voyage	12 000	
18 Accompagner l'installation de 582 jeunes (sur 1000) bénéficiaires du programme VCA 2010	X	X	X		NEX	04000	PNUD	75700 Formation/Atelier 72200 Equipement&fourniture	2 000 7 000	
19 Former 500 jeunes en techniques de recherche de l'emploi (TRE)	X	X			NEX	04000	PNUD	75700 Formation/Atelier	PM	
Sous total Produit 2.1										
Sous total contribution PNUD										
Sous total contribution PBF										
Produit 2.2 : Programmes conjoints de développement économique local participatif consolidé en Guinée Forestière et initié en Haute Guinée pour la régionalisation et l'accélération de l'atteinte des OMD en partenariat avec les autres agences du SNU		X								
Résultats annuels :										
1. La production vivrière et la gestion post récolte sont renforcées	X				NEX	04000	PNUD	75700 Formation/Atelier	10 000	
2. La micro finance à base communautaire est renforcée et professionnalisée	X				NEX	04000	PNUD	72100 Prestation de services 74200 Impression/édition	4 400 2 000	
3. L'accès aux services énergétiques est amélioré et la pénibilité du travail des femmes et jeunes filles est réduite	X	X			NEX	04000	PNUD	75700 Formation/Atelier	13 000	
4. Les phases antérieures des PTMF sont consolidées et leurs acquis capitalisés et vulgarisés	X	X			NEX	04000	PNUD	71300 Consultants nationaux	23 000	
5. Le fonctionnement et l'appui technique local des projets sont assurés	X	X	X		NEX	04000	PNUD	72100 Contrat de services	8 000	
	X	X			NEX	04000	PNUD	72100 Contrat de services	4 000	
	X	X			NEX	04000	PNUD	72100 Contrat de services	4 000	

PRODUITS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les cibles annuelles	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	Chronogramme				Partie Responsable	DETAILS DU BUDGET PLANIFIÉ				
		T1	T2	T3	T4		Fonds	Donateur	LB	Description	Montant USD
		1. Nombre de communautés appuyées : 128 (cible)	08 Soutenir la maturation et la pérennisation des anciennes PTFM	X	X		X	X	04000	PNUD	72100
2. Niveau d'amélioration de la production vivrière	09 Opérationnaliser la PTFM électrique de Friguitagbé 10 Assurer l'actualisation et l'édition du guide méthodologique d'intervention (paquet méthodologique prêt à l'emploi). 11 Assurer l'actualisation et l'édition des outils de formations répétitifs (paquets pédagogiques prêts à l'emploi). 12 Installer 8 nouvelles PTFM dans 10 nouvelles localités des zones d'extrême pauvreté 13 Favoriser l'optimisation et la viabilisation des modules PTFM (expérimentation pilote à partir des énergies renouvelables) 14 Soutenir le reboisement de 200 ha de tête des sources et berges des cours d'eau (PCK) 15 Assurer l'intensification des cultures maraichères sur 50 hectares au profit de 25 groupements féminins dans la zone du PCK 16 Installer 4 PTFM dans la zone du PCK 17 Outiller les cadres régionaux dans l'analyse basée sur le genre dans la zone du PCK	X	X	X	X	04000	PNUD	72100	Contrat de services	PM	
		X	X	X	X	04000	PNUD	74500	Autres dépenses	5 000	
		X	X	X	X	04000	PNUD	74500	Autres dépenses	PM	
		X	X	X	X	04000	PNUD	72100	Contrat de services	20 000	
		X	X	X	X	04000	PNUD	72200	Fourniture & équipement	80 000	
		X	X	X	X	04000	PNUD	71300	Consultant national	20 000	
		X	X	X	X	04000	PNUD	71600	Mission/Voyage	2 500	
		X	X	X	X	04000	PNUD	72200	Équipement et fourniture	5 500	
		X	X	X	X	04000	PNUD	72100	Prestation de services	58 000	
		X	X	X	X	04000	PNUD	72100	Prestation de services	58 000	
		X	X	X	X	04000	PNUD	72100	Prestation de services	9 600	
		X	X	X	X	04000	PNUD	72200	Équipement	52 000	
		X	X	X	X	04000	PNUD	72100	Prestation de services	12 000	
		Sous total Produit 2.2									399 000
		Sous total contribution PNUD									399 000

aly

PRODUITS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les cibles annuelles	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	Chronogramme			Partie Responsable	DETAILS DU BUDGET PLANIFIÉ								
		T1	T2	T3		T4	Fonds	Donateur	LB	Description	Montant USD			
<p>Produit 2.3 : Le cadre stratégique 2013-2017 de lutte contre le VIH/SIDA est élaboré et mis en œuvre pour limiter la propagation de l'épidémie et réduire son impact social et économique notamment sur les pauvres et les femmes</p> <p>Résultats annuels:</p> <p>1. La riposte contre Ebola et préparation au relèvement rapide des communautés affectées sont engagées</p> <p>1. La mobilisation sociale et l'engagement communautaire dans la lutte contre l'ÉVE est renforcée en GF ; HG ; Basse et Moyenne Guinée</p> <p>2. La résilience des communautés les plus affectées est renforcée pour un relèvement rapide de l'impact d'Ebola.</p> <p>Indicateurs et Cibles annuelles</p> <p>1. Nombre de communautés appuyées : 128 (cible)</p>	01	Soutenir la participation à la retraite conjointe des partenaires du CNLS	X						PNUD	04000	75700	Formation/Ateliers	5 000	
	02	Accompagner la mise en place de 3 coordinations régionales du SE/CNLS : Faranah, Mamou et Nzérékoré	X	X					NEX	04000	72300	Fonctionnement	PM	
	03	Appuyer l'organisation de la Journée Mondiale Sida 2015				X				NEX	04000	73300	Communication et visibilité	PM
	04	Contribuer à la diffusion des résultats de l'Enquête de surveillance comportementale et biologique (ESCOMB)	X							NEX	04000	73300	Communication et visibilité	10 000
	05	Contribuer à la diffusion des résultats de l'Enquête de Nationale de Surveillance Sentinelle (ENSS 2014)	X							NEX	04000	73300	Communication et visibilité	5 000
	06	Appuyer la mise en œuvre des activités de UNICARE	X							NEX	04000	75700 71600	Formation/Atelier Mission/Voyage	3 000 2 000
	07	Renforcer la mobilisation sociale et l'engagement communautaire dans la lutte contre l'épidémie Ebola à Boffa (Koba), Dubréka et Forécaréah et soutenir leur résilience et adaptation sociale et économique (Prog.Environnement)	X	X					PNUD	04000	72100 72200	Prestation de services Equipements & fournitures	120 000	
	07	Renforcer la mobilisation sociale et l'engagement communautaire dans la lutte contre l'épidémie Ebola à Boffa (Koba), Dubréka et Forécaréah et soutenir leur résilience et adaptation sociale et économique (Prog.Environnement)	X	X					PNUD	30000	72100 72200	Prestation de services Equipements & fournitures		
	08	Appuyer les jeunes dans la riposte à l'ÉVE dans les communautés les plus affectées des régions de Kindia, Mamou et Labé et assurer le relèvement économique des filières productives les plus affectées par l'ÉVE dans les régions de Kindia et Mamou (Prog.Croissance)	X	X					PNUD	04000	72100 72200 71600	Prestation de services Equipements & fournitures Mission/Voyage	347 612,44	
08	Appuyer les jeunes dans la riposte à l'ÉVE dans les communautés les plus affectées des régions de Kindia, Mamou et Labé et assurer le relèvement économique des filières productives les plus affectées par l'ÉVE dans les régions de Kindia et Mamou (Prog.Croissance)	X	X					PNUD	30000	72100 72200 71600	Prestation de services Equipements & fournitures Mission/Voyage	347 612,44		
09	Renforcer les capacités des femmes dans la riposte nationale contre l'épidémie à virus Ebola et préparer les familles affectées et victimes pour leur réhabilitation socioéconomique (Direction Nationale de la Promotion féminine et du Genre)	X	X					PNUD	04000	75700 72200 71600	Formation/Atelier Equipement & fourniture Mission/Voyage	110 000		
09	Renforcer les capacités des femmes dans la riposte nationale contre l'épidémie à virus Ebola et préparer les familles affectées et victimes pour leur réhabilitation socioéconomique (Direction Nationale de la Promotion féminine et du Genre)	X	X					PNUD	300000	75700 72200 71600	Formation/Atelier Equipement & fourniture Mission/Voyage	110 000		

ag

10	Appui à la riposte contre l'EVE et préparation des communautés de Conakry, Coyah, Dubréka, Fortécaraéh et Kindia à un relèvement rapide (<i>Prog Gouvernance et Etat de Droit</i>)	X	X									75700 Formation/Atelier 72200 Equipement & fourniture 71600 Mission/Voyage	230 000	
10	Appui à la riposte contre l'EVE et préparation des communautés de Conakry, Coyah, Dubréka, Fortécaraéh et Kindia à un relèvement rapide (<i>Prog Gouvernance et Etat de Droit</i>)	X	X									75700 Formation/Atelier 72200 Equipement & fourniture 71600 Mission/Voyage	100 000	
11	Renforcer la mobilisation sociale et l'engagement communautaire dans la lutte contre l'EVE dans 128 localités de N'Zérékoré, Lola, Macenta et Kissidougou.	X	X									72100 Prestation de service 72200 Equipement & fourniture	359 276	
12	Renforcer de la résilience des communautés les plus affectées des préfectures de N'Zérékoré, Macenta, Guéckédou, Lola, Yomou et Kissidougou pour un relèvement rapide de l'impact d'Ebola.	X	X									72100 Prestation de services 72200 Equipement & fourniture	490 857	
13	Mettre en œuvre le projet d'appui à la riposte contre l'EVE dans la région de Kankan	X	X									72100 Prestation de services 72200 Equipement & fourniture	250 000 200 000	
14	Projet MPTF-ECRRP-Guinea-COMI "Engagement communautaire des jeunes contre Ebola/CAN 2015" (Séniors et Cadets)	X	X									72200 Equipement & fourniture 71600 Mission/Voyage	400 000 30 000	
15	Projet MPTF-ECRRP-Guinea-COMI/Relèvement communautaire	X	X									73400 Carburant 74500 Autres dépenses 72200 Equipement & fourniture 75700 Formation/Atelier 72600 Subvention/FdR pour AGR de relèvement 71600 Mission/Voyage 74500 Autres dépenses	23 993,08 10 000 550 000 110 000 550 000 60 000 20 000	
Sous total Produit 2.3														
Sous total contribution PNUD														
Sous total contribution UNCDF														
Sous total contribution MPTF														
Sous total contribution Japon														
L'administration, la gestion et la Coordination, y compris le suivi-évaluation, du Programme Croissance inclusive sont assurés														
Projet PAACIG	Salaires staff Programme Croissance Bureau UNDP	X	X	X	X	X	X					61100 Salaire ChP et Assistant	50 000	
	Salaires Personnel et charges sociales (Coordonnateur+Experts+Personnel de soutien)	X	X	X	X	X	X					71400 Contrats de service	128 000	
	Achat de 2 véhicules de projet	X	X									72200 Equipement (achat 2 véhicules) 72400 Communication	60 000 10 000	
	Fonctionnement	X	X	X	X	X	X					72400 Entretien/repairation équipements 73400 Carburant	10 000 12 463,63	
	Sous total contribution PNUD													
	Sous total contribution UNCDF													
Sous total contribution MPTF														
Sous total contribution Japon														
3 986 738,52														
952 612,44														
200 000														
2 474 850,08														
359 276														

Suite PAACIG (Antenne N'Zérékoré) Four	Suivi & Evaluation	X	X	X	X	X	X	X	NEX	04000	PNUD	72500 Fourniture et consommable	3 000
									NEX	04000	PNUD	74500 Divers	1 000
									NEX	04000	PNUD	71600 Missions/Voyages	14 000
									NEX	04000	PNUD	72300 Salaire personnel	97 610
		X	X	X	X	X	X	X	NEX	04000	PNUD	72400 Entretien équipement	7 200
									NEX	04000	PNUD	73400 Carburant	12 000
									NEX	04000	PNUD	73100 Location de bureau	13 714
									NEX	04000	PNUD	72500 Fourniture et consommable	14 600
									NEX	04000	PNUD	72400 Communication	6 858
									NEX	30000	Japon	72200 Equipement (1 véhicule, 6 motos)	52 884
Projet PDLG3 (Accès à l'énergie décentralisée)	Personnel	X	X	X	X	X	X	X	NEX	04000	PNUD	71400 Contrat de service	15 500
									NEX	04000	PNUD	71300 Consultants nationaux	31 000
		X	X	X	X	X	X	X	NEX	04000	PNUD	72500 Fournitures de bureau	31 000
									NEX	04000	PNUD	74500 Divers	
		X	X	X	X	X	X	X	NEX	04000	PNUD	73400 Carburant véhicule/Groupe 71600 Frais de mission	31 000
									NEX	04000	PNUD	72100 Audit NEX	17 000
									NEX	04000	PNUD	73300 Médatisation et visibilité	
									NEX	04000	PNUD	71600 Voyage d'étude Burkina	
		X	X	X	X	X	X	X	NEX	04000	PNUD	71400 Contrat de service (Salaire Assist admin et Chauffeur)	20 400
									NEX	11900	SNU	71400 Salaire CoordonnateurPCK	36 000
Programme Conjoint Kankan (PCK)	Fonctionnement	X	X	X	X	X	X	X	NEX	04000	PNUD	72200 Mobiliers de bureau	8 000
									NEX	04000	PNUD	73400 Fonctionnement véhicule	10 000
		X	X	X	X	X	X	X	NEX	11900	SNU	72400 Communication (tél, internet)	4 800
									NEX	04000	PNUD	71600 Missions et Voyages	12 000
		X	X	X	X	X	X	X	NEX	11900	SNU	72100 Revue et Comité de pilotage	13 000
									NEX	11900	SNU	71600 Missions et Voyages	10 000
		X	X	X	X	X	X	X	NEX	30071	BAD	71400 Contrat de service	40 000
									NEX	30071	BAD	74500 Autres	20 000
		X	X	X	X	X	X	X	PNUD	30071	BAD	75100 GMS sur le fond BAD	53 370
									PNUD	30000	MPTF	75100 GMS sur le fond MPTF	198 471
Direct Project Costing (DPC) Charges Communes	Contribution aux services généraux	X	X	X	X	X	X	X	PNUD	30000	Japon	75100 GMS sur le fond Japon	35 840
		X	X	X	X	X	X	X	PNUD			61100 Salary costs - NP Staff (DPC)	141 676,86
		X	X	X	X	X	X	X	PNUD			73100 Rent (CC)	214 925,99
Sous total Administration et gestion des projets du programme													
Sous total contribution PNUD													
Sous total contribution BAD													
Sous total contribution MPTF													
1 406 313,48													
569 845,63													
113 370													
213 971													

aly

	Sous total contribution Japon	88 724
	Sous total contribution Coordination SNU	63 800
	Direct Project Costing + Charges Communes	356 602,85
Total général PTA 2015 Programme Croissance Inclusive		
	Contribution du PNUD	9 207 300
	Contribution du BAD	3 171 076,07
	Contribution du PBF	1 779 000
	Contribution de PUNCDF	500 000
	Contribution du Japon	200 000
	Contribution MPTF	448 000
	Contribution Coordination du SNU	2 688 821,08
	Direct Project Costing + Charges Communes	63 800
		356 602,85